

**Colloque international  
Genre, population et  
développement en Afrique**



**International Colloquium  
Gender, Population and  
Development in Africa**

**UEPA/UAPS, INED, ENSEA, IFORD**

*Abidjan, 16-21 juillet 2001*

### **Session III**

## **Inégalités de Droit, Inégalités de citoyenneté.**

Inégalités d'accès à la citoyenneté :

### **Les discours politiques et la participation des femmes au champ politique au Maroc**

*Houria ALAMI MCHICHI*

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales de Casablanca, Rabat*

*Avec le soutien financier de/ supported by :*

Ministère français des Affaires étrangères, Commission Européenne/ European Commission, Danida, Sarec, Agence Universitaire de la Francophonie et Agence intergouvernementale de la Francophonie, Institut national d'Etudes Démographiques (INED), Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP)

La première Constitution marocaine de 1962 a accordé des droits politiques aux femmes, mais l'octroi de ces droits ne s'est pas accompagné de mesures réellement favorables aux femmes. C'est ainsi qu'au niveau décisionnel, les femmes sont restées absentes des rouages les plus décisifs en matière d'acquisition effective de pouvoir.

Les principaux indicateurs de gouvernance indiquent que ce n'est qu'en 1993 que, pour la première fois dans l'histoire du Maroc, deux femmes accèdent au Parlement, et que ce n'est qu'en 1997 que des femmes sont nommées au gouvernement.

Actuellement 4 femmes siègent au Parlement, 2 sur 325 à la Chambre des Représentants et 2 à la chambre des Conseillers sur un total de 270. En 1998, le gouvernement de l'alternance dirigé par un Premier Ministre socialiste a accordé 2 portefeuilles aux femmes dans un gouvernement qui comportait 40 ministres. Le remaniement qui date du 06/09/2000 a accordé un seul ministère aux femmes: celui, traditionnel, qui associe la question des femmes et celle de l'enfance. Une femme a été nommée récemment conseillère du Roi Mohamed VI et une autre Ambassadrice du Maroc auprès de l'Union Européenne.

Ces dernières années, la représentativité des femmes dans le champ politique s'est donc sensiblement améliorée. On ne peut toutefois considérer que cela soit réellement significatif en termes de participation: l'examen des filières du pouvoir et de l'autorité démontre partout les limites de cette participation notamment aux échelons décisionnels.

Ainsi, si d'un côté, le comportement des femmes a beaucoup changé dans la mesure où elles ont investi des champs qui leur étaient difficilement accessibles auparavant, et qu'elles commencent à se faire une autre idée d'elles-mêmes, d'un autre côté, au-delà d'un certain seuil, de nombreuses résistances leur barrent l'accès à la participation réelle et effective au politique.

En même temps, malgré la faiblesse de la représentation numérique et malgré les difficultés, les femmes sont *de plus en plus présentes dans le discours politique des décideurs*. L'une des questions essentielles qui se pose est alors de savoir si cela est un effet de mode correspondant à un mouvement international favorable aux femmes, ou si cela est, au contraire, le résultat de convictions nationales profondes, fruit d'une longue maturation ?

Des interrogations existent également sur la faible corrélation entre discours et pratiques.

*Un projet gouvernemental de Plan d'action pour l'intégration des femmes au développement* ayant précisément pour objectif de traduire dans le réel certaines mesures dont l'insertion des femmes dans le champ politique a été proposé officiellement en Mars 1998.

Alors même que les propositions du Plan ne dépassent guère les revendications classiques que les ONG féminines avaient mises en avant ces dernières années, ce projet a provoqué, brusquement à partir du mois de novembre 1999, des réactions de rejet très virulentes de la part de la mouvance islamiste, les griefs se concentrant sur ce qui est considéré comme l'atteinte la plus grave à la personnalité musulmane, à savoir les aspects liés à la réforme du code du statut personnel, et sur le thème de l'inspiration occidentale destructrice des valeurs marocaines.

La problématique relative à la séparation entre espace privé et espace public est ainsi re-posée.

S'agit-il là d'une lutte (finale?) entre Modernes et Anciens, entre le progrès et la régression? C'est là la thèse des modernistes. Les islamistes, quant à eux, affirment que c'est plutôt un « combat » pour défendre la personnalité nationale contre tous ceux qui veulent promouvoir une société à l'occidentale.

Toutes ces questions existent en filigrane dans le débat qui, au-delà des utilisations politiciennes, tourne autour de la problématique de l'identité nationale laquelle est étroitement liée aux femmes.

Une fois de plus, la thématique du spécifique et de l'universel se trouve au centre des tensions sociales

L'enjeu pour les femmes est important dans la mesure où les principales résistances à l'inclusion des femmes dans le champ politique se situent bien au niveau du droit de la famille, c'est-à-dire sur les aspects les plus spécifiques d'une société.

De fait, au Maroc, toutes les évolutions sur la question des femmes se sont faites dans le sens de la reconnaissance des droits politiques sans transformations des droits personnels. Si bien que les femmes qui s'investissent dans le champ politique subissent une distorsion entre deux statuts juridiques et sociaux différents, l'un, dont le fondement est d'essence démocratique et moderne, qui en fait des femmes responsables égales des hommes, l'autre, dont le fondement est d'essence religieuse, qui maintient leur infériorité juridique au sein de la famille. Cette ambivalence de statut et de rôle n'est évidemment pas sans incidence sur les comportements des hommes et des femmes.

La responsabilité de ceux qui occupent des positions de pouvoir et d'influence dans l'insertion du genre dans les orientations et la mise en pratique de mesures favorables aux femmes est déterminante. D'où l'intérêt d'interroger les décideurs sur leurs conceptions relatives à la position des femmes dans le champ politique.

*Le politique est, en effet, un enjeu majeur pour comprendre les rapports de pouvoir qui existent à tous les échelons de la société et qui est, de ce fait, à la base de toutes les relations de pouvoir entre sexes.*

Dès lors, connaître l'opinion de ceux qui ont le pouvoir de prendre des décisions permet de mesurer les résistances les plus difficiles à dépasser et de cerner les blocages sur lesquels il est possible d'agir. C'était là un des objectifs essentiels de l'investigation, laquelle devait nécessairement passer par l'exposé des opinions.

La médiatisation des polémiques qui se sont développées autour de la création de "l'organisation pour la protection de la famille" organisation qui se définit comme une association de défense de la famille "menacée de dérive par des influences néfastes", de l'utilisation des mosquées pour dénoncer le projet du plan gouvernemental, les campagnes de signatures de pétitions concurrentes et enfin, comme en apothéose, l'organisation de deux marches pour les femmes le même jour, le 12 mars ont *propulsé la question des femmes au premier plan des conflits de société*. La marche de Rabat, inscrite dans le programme mondial de lutte contre la pauvreté et de lutte contre toutes les violences subies par les femmes, a offert l'occasion aux islamistes, qui ont organisé à Casablanca une contre manifestation qui a marqué un temps fort dans la polémique autour du Plan, de faire la démonstration de leur poids sur l'échiquier politique.

L'enquête menée auprès des décideurs politiques, à un moment où la question était sur le devant de la scène, a révélé que tous les décideurs, toutes tendances politiques confondues reconnaissent la faible représentativité des femmes dans le champ politique. Ils reconnaissent tous également le droit des femmes à participer à la chose publique. Voilà un point important à noter lequel interpelle et exige de cerner les fondements et le sens accordé à cette reconnaissance.

Pour les islamistes et les traditionalistes, les femmes peuvent participer puisque l'Islam leur reconnaît ce droit. Pour les modernistes, les femmes doivent participer au nom de principes démocratiques. Outre la nuance sémantique lourde de sens qui existe entre les deux courants, d'emblée, le constat qui peut être fait est que les références fondamentales citées ne sont pas les mêmes. Ces références ont toutes les deux leur légitimité, laquelle n'est pas de même nature: la première renvoie à des valeurs culturelles profondément enracinées dans les conceptions et les pratiques de la société, la seconde tire sa légitimité de nouvelles orientations politiques qui n'ont pas, pour l'heure, reçu une consécration pleine et entière dans les usages. Cette *différenciation est importante pour comprendre, non seulement les divergences concernant la place attribuée aux femmes ainsi que les explications sur les raisons profondes de cette situation, mais également l'impact de ces positions sur l'opinion publique.*

## **I- Les islamistes et la question des femmes**

Le point de départ du raisonnement des islamistes est que l'islam ne nie en aucune manière le rôle des femmes dans le monde politique. Les islamistes considèrent en effet qu'il s'agit là de la Loi de Dieu qui ne saurait être contestée. L'islam reconnaît la responsabilité « d'ordonner le bien et d'empêcher le mal » aussi bien aux hommes qu'aux femmes. Il garantit donc aux femmes les mêmes droits que les hommes dans la gestion des affaires publiques de la société... à la condition que la tâche primordiale qui a été conférée aux femmes, et qui consiste à préserver la Famille soit respectée.

Cette condition relative au respect des règles islamiques comme seule référence valable va également déterminer leurs positions par rapport au projet gouvernemental de Plan d'action.

### ***1 - Le rôle primordial des femmes et la famille***

L'institution *familiale est le pivot de la société musulmane*, tel est le postulat de base de l'argumentation des islamistes. La famille induit une distribution des rôles nettement délimitée qui ne comporte pas de notion d'égalité, car dans la conception islamique « Dieu a créé la femme et l'homme, non pour qu'ils soient semblables mais plutôt pour être complémentaires ». Cette conviction induit l'idée qu'une égalité absolue n'a donc pas de sens. En même temps, cette formule qui consacre la *complémentarité des rôles sociaux* garantit une assise solide, puisque d'essence divine, à la séparation entre espace public et espace domestique.

Ainsi, toute participation des femmes dans le champ public n'est possible que si elle n'entre pas en contradiction avec ses responsabilités au sein du foyer. C'est dire que l'importance de cette dernière responsabilité l'emporte largement sur tout autre rôle. Pour les islamistes, cette responsabilité inscrite dans la nature, loin de dévaloriser les femmes comme le soutiennent les féministes occidentalisées, les honore puisqu'elle leur attribue *la responsabilité sacrée de veiller à la préservation de la famille*.

Les femmes ne peuvent donc apprécier leur position dans le champ politique uniquement à travers des critères d'exclusion compte tenu de cette responsabilité essentielle.

En résumé, le raisonnement est le suivant :

- La famille est considérée comme la composante structurante de la société.
- Le rôle des femmes dans la famille est central
- Toute activité extérieure des femmes ne peut en aucun cas se justifier si elle entre en contradiction avec le rôle au foyer.

L'égalité sur le plan politique reconnue dans un sens est ainsi, de l'autre, vidée de son contenu au nom du respect de règles qualifiées de naturelles et de sacrées.

Ce raisonnement qui refuse la thèse de la subordination des femmes au sein de la famille va évidemment entraîner le refus de toute nécessité de transformer le code du statut personnel pour permettre aux femmes de s'impliquer dans le champ politique. Pour les islamistes, le code du statut personnel n'est que la consécration juridique de la volonté de Dieu. A ce titre, il ne peut donc être considéré comme un élément de blocage de l'insertion des femmes au champ politique.

### ***2 - La question du référentiel***

Le pôle central de toutes les critiques que font les islamistes du Plan d'action et de manière générale de toute politique sur les femmes est relatif au référentiel.

Les islamistes s'élèvent contre l'influence étrangère qui résulte de la logique des organisations internationales. Ils accusent la Banque Mondiale qui a financé l'élaboration du projet de Plan d'action d'être l'instigatrice d'un « complot mondial contre l'islam ». Sa contribution à la conception du plan est dénoncée comme une immixtion qui rentre dans cette stratégie de destruction culturelle. Les islamistes en veulent pour preuve le fait que les associations islamistes n'aient pas été associées à la réflexion.

Ils dénoncent également le fait que le Plan ait été réalisé en dehors de la consultation des Oulémas (docteurs de la Loi musulmane) qui représentent l'autorité suprême en matière juridique en Islam.

Ainsi, l'argumentation des islamistes insiste sur un point essentiel à leur yeux: dans le texte du projet de plan d'action pour l'intégration des femmes au développement, une place privilégiée a été accordée au référentiel universaliste aux dépens du référentiel islamique qui doit être, pour eux, à la base de toute réflexion sur la question.

A ce titre, les propositions de révision du code de la famille sont doublement irrecevables, d'une part parce qu'elles ne s'appuient pas sur un argumentaire tiré du Coran, de la Sunna,( c'est-à-dire de l'ensemble des traditions tirées du comportement du Prophète) et de la doctrine islamique, d'autre part parce qu'elles sont fondées sur deux sources occidentales, à savoir l'universalité des droits et sur l'approche "genre" qui est accusée d'instaurer la "similitude des sexes".

Bien plus, cette orientation est considérée comme dangereuse pour le système politique marocain dans la mesure où elle est susceptible de le conduire vers la laïcité, conséquence considérée comme "intolérable pour un pays musulman".

L'argumentation des islamistes va ensuite s'attacher à des points précis du projet de plan. Tout d'abord, pour eux, les propositions de *recul de l'âge du mariage* de la jeune fille de 15 à 18 ans et la *vente de préservatifs* aux guichets automatiques sont des mesures propres à encourager la débauche.

En outre, considérer *la tutelle*, comme une condition facultative pour le mariage des filles majeures, et non comme condition de validité du mariage est perçue par les islamistes comme une grave atteinte à l'autorité parentale, et donc à l'équilibre familial.

Bien plus, le projet porte atteinte, dit-on, à certaines prescriptions sacrées comme la répudiation, la polygamie ou encore le droit à la propriété. A titre d'exemple, même si, au Maroc, le pourcentage des polygames a chuté ne dépassant guère les 2% des hommes mariés, selon les statistiques les plus récentes, les islamistes refusent de renoncer à la polygamie qui reste, à leurs yeux, un droit de l'homme reconnu par le Texte. Dans le même sens, vouloir remplacer *la répudiation par le divorce judiciaire* est inconcevable pour les islamistes dans la mesure où la répudiation est une prérogative que le Coran a accordé à l'homme. Enfin, la proposition de *partage entre l'homme et la femme des biens* acquis tout le long de l'union, lorsque le mariage est rompu, est également jugée inacceptable car elle constitue une entorse aux principes de la propriété consacrés par l'Islam.

Les islamistes insistent sur l'un des apports fondamentaux, à leurs yeux, de l'Islam originel qui a libéré la femme de l'ignorance et de l'esclavage et lui a accordé un statut « privilégié ». L'objectif de la référence historique est d'établir l'avance dont ont bénéficié les femmes musulmanes par rapport aux chrétiennes sur certains points comme par exemple le droit de gérer librement leur fortune ou de participer à la chose publique conformément à la pratique du prophète.

La conséquence qui en est tirée est que la modernité revendiquée par certaines femmes et certains hommes reste une valeur étrangère totalement inopérante dans la société musulmane.

Poussant plus loin le raisonnement, les islamistes marocains accusent les mouvements féministes au Maroc qui inscrivent leur action dans la modernité d'*ignorer le référentiel islamique, de ne pas maîtriser les outils cognitifs relevant du Texte sacré* et, par conséquent, d'être en porte-à-faux avec la réalité marocaine.

Ils reprochent aux femmes marocaines leur mimétisme à l'égard de leurs consœurs occidentales. Selon eux, les grands maux de la société occidentale sont symbolisés par *la désagrégation de la famille* et par *la perte d'identité des femmes*. Les islamistes considèrent, en effet, qu'en Occident la désagrégation de la cellule familiale est en grande partie le résultat de l'investissement des femmes dans l'espace public qui s'est opéré au détriment de leur responsabilité familiale.

A partir de cette lecture, la préservation des valeurs et de l'identité est présentée comme la seule voie possible...pour les femmes marocaines.

C'est dire que pour les islamistes, il ne saurait y avoir de corrélation entre l'emprise du droit de la famille et l'implication des femmes dans le champ politique. Aucun élément du code du statut personnel n'est considéré comme pouvant entraîner des blocages en ce sens.

Ces critiques ont été largement utilisées dans la campagne engagée par les islamistes pour convaincre l'opinion publique des dangers du plan qui est présenté comme un encouragement de *la débauche que les politiques au pouvoir seraient en train d'officialiser*. La mobilisation contre le plan est présentée comme une forme de Jihad que tout musulman doit engager pour faire face au danger qui menace son intégrité.

Une des conséquences clés de cette offensive des islamistes est qu'ils ont réussi à imposer la réflexion sur leur propre terrain, à partir de leur conception du monde et de la politique.

Cette vision fait partie intégrante d'un projet de société dont la logique interne est d'une cohérence implacable et qui est opposée à la conception dominante qui est accusée de ne pas tenir compte du religieux.

Comme c'est dans la famille que s'enracine et se perpétue l'ordre social qui distribue les rôles et les positions sociales hiérarchiques, la position des islamistes fondée sur le respect de règles immuables est révélatrice de leur conception du changement social. En insistant sur la sauvegarde de valeurs ancestrales, ils se prononcent pour le maintien des droits acquis pour les hommes et pour la préservation des rapports sociaux qui leur accordent la supériorité.

Les incertitudes des modernistes sur ces questions ne vont pas faciliter la prise en compte politique du problème.

## **II- Les incertitudes des modernistes sur la question du genre**

*La référence* pour tous les modernistes demeure essentiellement *la démocratie et l'insertion dans le monde moderne*. Or, contrairement aux islamistes qui usent d'un référentiel incontestablement enraciné dans la culture, la majorité des modernistes développent sur la question de la participation des femmes au champ politique des points de vue qui manquent de cohérence et qui reposent sur des valeurs peu intériorisées par la société.

Dans leur quasi totalité, ils affirment que les femmes doivent pouvoir participer à la chose publique y compris au plus haut niveau de l'Etat. C'est là une position de principe générale qui relève de valeurs démocratiques.

*Au niveau du discours, le référentiel de la modernité semble donc clair*. En réalité, au-delà des déclarations d'intention, la conception de la modernité revendiquée est marquée par le fait que les éléments de la culture ancienne y sont encore très pesants y compris sous leur aspect les plus négatifs. En effet, les pesanteurs de la tradition qui bloquent l'efficacité des évolutions positives sont fortement soulignées, le sentiment dominant dans les réponses étant l'incapacité à affronter cette problématique et à l'associer, de manière correcte, aux nécessités de la modernité.

Il y aurait donc, en somme, une conviction moderne et des contraintes relevant des traditions, lesquelles annihilent toute possibilité d'action moderne.

La référence aux traditions renvoie aux forces de blocages qui, lorsqu'elles sont exposées, révèlent des points de convergence non négligeables avec certaines positions islamistes. Certes, le poids de la religion en tant que culture joue son rôle. Ce qui reste néanmoins intéressant à noter, c'est que, sur la question des femmes, ces convergences sont loin d'une réflexion sur les aspects les plus positifs, elles relèvent davantage d'une *soumission qui prend la forme politique d'une démission* que d'une prise en charge qui accepte la remise en cause.

La rhétorique tradition/modernité se trouve ainsi reprise sans qu'il y ait approfondissement du contenu.

### ***1 - Une lecture temporelle des relations de genre***

Dans un premier temps, l'ensemble des décideurs soumis à l'investigation ont insisté sur la reconnaissance par la Constitution de l'égalité de droits politiques. Certains ont souligné son caractère précurseur par rapport à la réalité sociale marocaine. Tous vont insister sur le rôle du *facteur temps* qui est introduit dans les appréciations différentielles des obstacles que les décideurs répertorient et sur les nuances qu'ils introduisent quant au poids de tel ou tel obstacle.

Un consensus général existe toutefois sur l'identification des obstacles ainsi que sur le caractère impératif du référentiel religieux.

Dans l'exposé des principales causes qui bloquent ou freinent la participation des femmes au monde politique, les décideurs politiques interrogés ont mis l'accent sur certains obstacles considérés, le plus souvent, comme difficiles à surmonter. Ces explications oscillent entre contraintes objectives et obstacles subjectifs

- Dans l'analyse des blocages qui freinent l'accès des femmes au monde politique, deux sortes de contraintes ont été mises en évidence : certaines sont attribuées à la situation des femmes, d'autres sont apparues comme la conséquence de difficultés inhérentes au monde politique.

Les contraintes inhérentes aux femmes sont classiques. Elles peuvent être résumées en trois points : les femmes n'ont pas le temps, elles n'ont pas la formation suffisante et pas d'expérience politique

En effet, les femmes dans leur relation avec le politique sont au centre de plusieurs processus sociaux qui réagissent les uns sur les autres.

- Le premier niveau est celui de la distribution des rôles qui prédomine dans **les rapports sociaux, c'est-à-dire de la place qui leur est assignée** historiquement. C'est tout le paradoxe de la doxa, c'est à dire de l'ensemble des croyances qu'on ne cherche plus à comprendre, qui sont considérées comme des vérités qu'on ne peut remettre en question. Or, ces croyances accréditent l'idée que la répartition des tâches entre sphère publique, domaine des hommes, et sphère privée, domaine des femmes, est incontournable. L'insertion des femmes dans l'univers public apparaît dès lors d'une certaine façon, "incongrue" pour les modernistes (et "contre-nature" pour les islamistes). Cette incongruité est manifestée clairement dans l'exposé des arguments qui expliquent la faible participation des femmes dans l'ordre politique.

Compte tenu de leurs obligations familiales, les femmes manquent de temps pour faire face aux activités politiques.

Fréquemment intervient ici le récit de la rencontre dans le milieu étudiant comparé à l'évolution du couple à partir du moment où les enfants sont nés. Les femmes se sont alors "spontanément", "de leur propre chef", tournées vers leurs tâches familiales, tandis que l'homme a continué ses activités extérieures. Ces affirmations ne peuvent que conforter le point de vue islamiste : même quand vous voulez transformer les choses, la nature est plus forte.

- Le second niveau est celui de l'insertion dans des domaines qui semblent être comme « normaux », tel que **le droit à la santé, à l'éducation et même à l'emploi**. Cette normalité est elle-même relative puisqu'elle dépend de la prise en compte de la problématique féminine qui a été négligée pendant toute la première phase des lendemains de l'indépendance.

Aujourd'hui ces droits font l'objet d'un accord unanime et sans faille, les islamistes compris. C'est donc par rapport à ce niveau que les positions sont les plus claires. Les failles constatées et reconnues servent aussi à expliquer les retards pris dans l'insertion des femmes dans le champ politique.

La relation avec l'*éducation* est particulièrement mise en exergue. La référence à la situation des femmes rurales est fréquente. Elle obéit à un double but : d'un côté, elle souligne l'injustice qui a été faite à ces femmes, de l'autre côté elle est chargée de mettre en évidence la chance des femmes de la ville qui, quand même dit-on, ont réussi à obtenir la consécration de certains droits et donc la possibilité d'atteindre certaines situations.

La conclusion tirée est évidente : lorsqu'on aura comblé ces failles, les choses rentreront dans l'ordre et les femmes pourront prétendre plus facilement s'insérer dans la sphère publique. Il faut donc laisser le temps faire son œuvre et les choses iront mieux.

- Le dernier niveau enfin est celui de la **citoyenneté**, c'est-à-dire de la participation politique qui est, du point de vue des femmes une nouvelle donne qui bouscule les certitudes. L'adhésion à certaines valeurs du monde moderne oblige à tenir compte un tant soit peu de ces nouveaux droits, sans pour autant qu'il y ait conscience de l'acceptation de la nécessité de remise en cause de certains préjugés fortement ancrés dans les esprits.

La référence à la Constitution est fréquente pour mettre en exergue l'avance du Maroc par rapport à bien d'autres pays sur la question. L'exemple même de la Suisse en tant que pays démocratique ayant accordé très tardivement le droit de vote aux femmes, a été cité pour faire la corrélation entre processus de démocratisation et Droits des femmes et démontrer que *chaque chose se fait en son temps* et que, de ce point de vue, le Maroc n'est pas en retard.

Elle est faite également pour souligner l'existence de la règle de l'égalité des droits sur la question et donc les possibilités qu'ont les femmes d'en profiter.

Tous ces discours sur les contraintes propres aux femmes sont ponctuées par des *interprétations temporelles* qui font appel simplement à la patience et qui contiennent en filigrane l'idée de rassurer en supprimant toute appréciation sur l'absence de volonté politique.

Le recours à la **thématique du temps politique** va permettre, en même temps, aux décideurs à tergiverser. Ces dernières années, l'affirmation d'un nouveau référentiel marquant l'évolution du régime autoritaire vers la démocratie a commencé à transformer les pratiques politiques. Elle a également transformé les représentations temporelles dans la mesure où le système démocratique consacre une temporalité centrée sur le présent: on cherche à comprendre et à résoudre les problèmes contemporains par des échéances fondées de manière précise et prévisible sur des durées qui fixent des bornes temporelles à l'action gouvernementale. Les partis politiques modernistes inscrivent tous, de manière explicite, leurs positions et leurs actions dans le cadre du processus démocratique à l'œuvre. Mais globalement, *ils n'établissent aucune concordance entre la temporalité démocratique* qui doit les obliger à prendre des mesures concrètes et précises sur les questions posées et à agir pour réaliser le projet démocratique *et leur lecture temporelle des relations de genre*. En effet, *la référence au temps*, fréquente dans leur discours sur les femmes, *est une projection dans un futur aussi lointain qu'insaisissable*.

Alors que *les islamistes tentent d'échapper au temps dans sa dynamique*, *les modernistes usent du temps comme prétexte pour renvoyer à plus tard* un sujet sur lequel ils ne veulent pas réfléchir. Sur la question des femmes, *le temps devient un élément d'inertie* dont usent les modernistes pour masquer leur impuissance ou ...leur manque de volonté.

Le temps est alors rassurant: les femmes, dans leur statut actuel, ne représentent pas une menace pour les rapports de pouvoir. Changer ce statut contient des risques de perturbations et d'incertitudes. Le temps responsable des évolutions... Il y a donc implicitement une espèce de refus de la promotion politique des femmes laquelle est susceptible de bouleverser l'ordre établi. Islamistes et modernistes se rejoignent dans cette appréciation.

## **2 - La responsabilité du monde politique**

Le monde politique est également rendu largement responsable des contraintes que rencontrent les femmes qui veulent s'investir dans le politique. Les décideurs impliqués dans l'action partisane, dans leur majorité, reconnaissent ces phénomènes.

La quasi totalité des personnes interrogées ont insisté sur le fait que les partis politiques ont négligé la question féminine dans leurs préoccupations.

Même si, au sein des partis considérés comme des partis de droite, cette position a été moins nettement défendue, certains ont développé un point de vue allant dans le même sens. Parmi les arguments qui confortent ce point de vue, le décalage existant entre la volonté royale, considérée comme "supérieure", et celle des partis politiques a été souligné. A titre d'exemple, ces partis politiques veulent voir dans la nomination par le Roi de 4 femmes au gouvernement en 1997 une interpellation adressée aux partis politiques face à l'argument sur l'absence de compétences féminines et par voie de conséquence une réponse à la question de l'égalité dans le champ politique.

Quelles que soient les variantes, tous ceux qui considèrent que la responsabilité des partis politiques est importante insistent sur l'absence de réflexion sur la question féminine. Ils insèrent leur vision du rôle des partis politiques dans une perspective d'une prise en charge responsable et véritablement citoyenne de la question féminine.

Ils insistent également sur la nécessité de poser la question démocratique à l'intérieur du parti et dénoncent le caractère figé des structures des partis politiques qui n'ont pas renouvelé leurs cadres dirigeants. L'absence d'une volonté de formation de la relève est largement invoquée pour mettre en exergue les difficultés que rencontrent les femmes dans des partis où les décideurs envisagent peu leur départ.

Cet état des choses prive les nouveaux et même les "nouveaux - anciens " de possibilité d'accès à la décision politique. Or, cela ne peut être sans incidence sur les femmes qui sont encore plus exclues dans la mesure où elles n'entrent même pas en ligne de compte dans la concurrence.

Le raisonnement procède d'une hiérarchisation des positions sociales qui va être renforcée par les explications sur le faible investissement des femmes dans les partis lequel serait du au fait que le monde politique est un univers « étranger aux valeurs féminines », « sale et immoral », qui utilise des moyens que les femmes ne peuvent pas accepter. La référence à la "sensibilité" féminine "conforme à sa nature" est très nette. C'est là un monde masculin donc dur, c'est-à-dire que les femmes « faibles par nature » ne pourront supporter.

Ces arguments, qui renvoient à la répartition classique des rôles et la confortent, rejoignent et confortent le point de vue islamiste.

Interrogés sur les raisons qui expliquent la faible représentation des femmes au sein du gouvernement, les décideurs l'ont précisément attribuée à la position marginale des femmes au sein du parti. Une minorité seulement a avancé l'argument de la rareté des profils répondant à ces hautes responsabilités. Les autres, même lorsqu'ils déplorent cette faiblesse, incriminent clairement le poids de la concurrence masculine qui exclut d'office les femmes de la compétition. A l'appui de leur thèse, ils insistent d'ailleurs sur le manque de critères objectifs dans le choix des candidats aux responsabilités ministérielles.

Fait plus édifiant, un décideur a considéré que même les femmes qui s'investissent ne le font pas nécessairement par conviction. Pour lui, la raison fondamentale qui les pousse à vouloir s'insérer dans le champ politique relève davantage de la recherche d'un désir de pouvoir lequel est ainsi condamné chez les femmes ( et jugé normal chez les hommes ?)

Malgré ce constat, à partir de l'émergence de la prise de conscience de la nécessité de considérer la question féminine, les décideurs politiques engagés dans l'action partisane affirment tous la nécessité de renforcer la présence féminine au sein des organisations.

### ***3 - Les contraintes subjectives ou la responsabilité ...des autres***

Dans les explications qui sont données sur les obstacles qui font que les femmes sont faiblement représentées dans le champ politique, *les facteurs subjectifs* tiennent une bonne place. Ils reposent essentiellement sur la responsabilité des femmes elles-mêmes qui ne s'investissent pas dans le monde politique, et sur les résistances culturelles considérées comme particulièrement puissantes et incontournables.

En fait, les personnes qui ont attribué aux partis politiques une responsabilité primordiale dans la promotion politique des femmes ont rarement recours à cet argument.

Dans tous les autres discours, les femmes sont considérées, quelles que soient les variantes, comme également responsables de la sous représentation politique féminine : l'argument le plus important à cet égard est celui des *inhibitions des femmes* elles-mêmes qui ne savent pas surmonter les blocages qui les empêchent de s'engager dans cette voie. Les personnes interrogées représentants de partis politiques affirment tous qu'il ont de grandes difficultés à trouver des femmes qui acceptent de se porter candidates.

Une autre idée, pour expliquer, en aval cette sous représentation, c'est le fait qu'il n'y ait pas de leadership féminin, pas de femmes qui puissent servir de modèle, de « locomotive » selon l'expression utilisée par un interviewé, pour entraîner les autres femmes.

Lorsqu'il s'agit des femmes, images et stéréotypes sont puissants et handicapent la prise de conscience. Les décideurs politiques ne sont pas à l'abri de ces influences qu'ils cherchent, en même temps, à utiliser. De fait, parmi les nombreux obstacles relevés par les décideurs politiques sur la faiblesse de la participation des femmes au champ politique, l'un des plus importants et des plus constants dans les discours est celui sur *les résistances des mentalités*.

*L'opinion publique est ici désignée comme le principal responsable involontaire* de cette situation. La preuve en est dit-on, c'est que les femmes qui se présentent aux élections ont très peu de chance d'obtenir les suffrages masculins mais aussi féminins. Car, souligne-t-on, les femmes ne votent pas pour les femmes. Les réponses abondent en exemples de méfiance entre femmes qui sont accusées de ne pas être capables d'être solidaires entre elles. Dans l'argumentation, ce fait représente un volet important dans le raisonnement.

Dès lors, il est clair que, puisque les femmes n'obtiennent pas la confiance de leurs concitoyennes, elles auront encore plus de difficultés à convaincre les hommes. Ces conclusions servent également d'explications sur les raisons pour lesquelles les partis politiques présentent rarement des femmes aux consultations nationales.

Ainsi, c'est parce qu'ils sont obligés de tenir compte de l'environnement politique ambiant que les femmes sont discriminées, ce qui dégage les partis de leur responsabilité directe.

En réalité, les discours sur les blocages culturels relèvent plus souvent du constat brut que de l'argumentation dans la mesure où il n'y a jamais volonté de comprendre les causes des différents blocages observés pour agir sur elles et ouvrir la voie à la participation des femmes dans le champ politique. Seuls quelques décideurs ont tenté des explications sans pour autant aller très loin dans le raisonnement.

En effet, pour tous, de manière claire, les considérations électoralistes priment et il ne semble pas qu'il y ait une véritable conscience de la nécessité de la promotion des femmes en ce domaine.

En fait, les discours orientent la problématique féminine vers *la prise en compte du poids électoral des femmes*. L'intérêt que les partis politiques portent aux femmes est là, non seulement parce que ces dernières peuvent constituer une force d'appoint militante non négligeable, pouvant contribuer, lors des campagnes électorales, à soutenir et donc à faciliter le succès des candidats masculins, mais surtout en tant qu'électorales qu'il est impossible d'ignorer; ceci d'autant plus que la pratique courante d'achat des voix (...par les autres) rend impératif cette prise en compte. En effet, même si les deux sexes sont concernés par la chasse aux voix, la référence commune étant la situation de pauvreté, la plus grande pauvreté matérielle et l'ignorance des femmes en fait une cible plus facile à atteindre.

Ainsi, en tant qu'électorales, les femmes ne peuvent être absentes dans les tactiques politiques, bien au contraire. En tant que candidates, c'est une autre affaire...

Bien plus, les décideurs eux-mêmes véhiculent largement ces mentalités qu'ils déplorent par ailleurs. Dans certains cas, cela apparaît comme une forme de résistance voilée, de manière consciente ou inconsciente, à l'entrée des femmes en politique.

Toutes ces explications confortent la *position d'attentisme* des décideurs en ce qui concerne la promotion féminine : une fois de plus, *il faut laisser le temps faire son œuvre*.

Le plus souvent, ce renvoi est le signe d'une certaine forme de démission. D'un côté, on déplore le fait que les femmes accèdent difficilement au champ politique, d'un autre côté, il y a une certaine forme de renonciation face aux pesanteurs de l'histoire qui sont présentées comme des facteurs explicatifs difficiles à contourner mais qui doivent être surmontés.

En même temps, les décideurs manifestent une confiance en l'évolution de l'histoire chargée à elle seule de résoudre ces problèmes épineux...dans le long terme.

#### ***4 - Discrimination politique des femmes et droits de la famille***

Dans la mesure où les islamistes dissocient droits politiques et droits privés, ils sont les seuls à donner une réponse sans détour à la question sur la corrélation entre le poids d'un Code de Statut Personnel qui place les femmes dans une situation de subordination et l'insertion dans le champ politique. Les autres tendances politiques ont manifesté plus de difficultés à s'auto déterminer par rapport à cette question du fait du caractère sensible de la problématique.

L'investigation a néanmoins révélé deux orientations sensiblement différentes: la première est constituée par ceux qui, gênés par la question, choisissent de l'éviter. Il y a donc, de leur part, un désir de ne pas établir de corrélation pour éviter de prêter le flanc à des critiques incontrôlables.

Cependant, les questions approfondies ont permis de dégager la reconnaissance de la nécessité de réviser certaines dispositions en en confiant la responsabilité à des personnes compétentes. La constitution de la Commission prévue par le 1<sup>er</sup> Ministre lors de son discours du 13/01/00 leur semble une bonne solution pour sortir de l'impasse et éviter un débat public où les règles du jeu sont faussées par ceux, disent-ils, qui veulent s'en saisir dans un but politique.

Si certains insistent sur la nécessité de la révision de la Moudawana (qui rassemble les textes du code de la famille) comme moyen de promotion politique et sociale des femmes « sans contredire les préceptes de l'Islam », la majorité ne considère pas le processus de modernisation tribulaire de la révision de la Moudawana.

La seconde tendance qui s'est dégagée, représentée par quelques personnes qui se sont exprimées à titre individuel, se prononce clairement en faveur de la révision et considère que cette procédure pourrait faciliter l'accès des femmes au monde politique.

En effet, selon cette orientation, l'espace privé qui est entièrement soumis au droit musulman, entretient d'importantes contradictions avec certains textes juridiques, ce qui relativise l'égalité politique reconnue aux femmes par la Constitution et soumet à de rudes épreuves le principe de l'universalité des droits humains à laquelle le Maroc a souscrit de manière expresse dans le préambule de la Constitution.

L'argument principal de cette tendance est qu'il est tout à fait difficile pour une femme d'être à la fois un sujet majeur et autonome dans le champ public et un sujet mineur au sein de la famille, c'est-à-dire une citoyenne à part entière et en même temps un sujet frappé d'une certaine incapacité au sein de la famille, ce qui rend difficile la conciliation entre la réalisation par exemple du statut de parlementaire, qui comporte des compétences pour légiférer au nom des intérêts supérieurs de la Nation et celui d'épouse menacée par la répudiation ou la polygamie.

Sans jamais renier le poids de la référence religieuse, les propositions de révisions ont pour objectif de faciliter aux femmes les possibilités d'insertion sereine dans le monde politique, en leur garantissant la possibilité de s'autonomiser. La participation est en effet considérée comme une des conditions essentielles de la démocratie. Or, cette dernière exige un minimum de conscience politique des enjeux à l'œuvre et de la responsabilité de chacun dans l'amélioration du destin de tous, c'est-à-dire dans le rôle

effectif que chaque citoyen et citoyenne sont appelés à jouer. En effet un des reproches qui est fait à la condition actuelle des femmes est l'absence de conscience politique, de leur désintérêt pour la chose publique. Pour les partisans d'un ordre réconciliant véritablement les femmes avec le politique, il y a donc bel et bien nécessité d'une révision de la Moudouwana. Ce qui est incriminé, c'est la lecture qui est faite du texte coranique et l'interprétation de l'Islam qui en découle. L'appel à l'Ijtihad est fréquemment envisagé comme règle pour trouver une solution satisfaisante pour l'ensemble de la société.

Forts de leur conviction que la résolution du problème féminin mérite un traitement privilégié et compte tenu de la corrélation étroite qui existe, à leurs yeux, entre l'inclusion des femmes dans le champ politique et la réalisation effective des objectifs démocratiques, ils considèrent que tous les domaines d'intervention ( socio - économique, juridique, politique) doivent être abordés de front et sans exclusive.

En revanche, les décideurs politiques qui se situent dans le courant majoritaire considèrent qu'il faut *d'abord entreprendre d'éduquer les femmes*.

Pour eux, c'est là un domaine prioritaire sans conteste. Souvent, ils insistent sur l'éducation des filles en milieu rural qui est apparue récemment comme le grand point faible en matière de scolarisation des filles. Sur cette question, majorité et opposition défendent le même point de vue.

En réalité, les appréciations sur la question de la révision des positions au sein de la structure familiale sont révélatrices de l'absence de volonté réelle d'envisager l'égalité entre les hommes et les femmes. Les positions des modernistes témoignent de leurs difficultés à refuser de remettre en cause les fondements de l'ordre établi et à assumer leur modernité. Ils finissent par rejoindre les islamistes lorsqu'ils insistent sur le rôle des femmes au sein de la famille, cellule où s'enracine et se perpétue l'ordre social qui distribue les rôles et les positions sociales hiérarchiques,.

Il est vrai que la perpétuation des positions au sein de la famille garantit la préservation des intérêts de ceux qui ont déjà le pouvoir.

### ***III- L'émergence d'une dynamique nouvelle***

Déconcertés par l'ampleur prise par les événements, les politiques commencent à s'interroger sur leurs positions. Malgré les obstacles et malgré les difficultés, la polémique autour du Plan d'action pour l'intégration des femmes au développement marque la fin de l'amnésie sur la question de genre et le début d'une prise de conscience de la nécessaire insertion des femmes dans le champ politique, laquelle ne peut se faire qu'avec la mobilisation de tous les acteurs sociaux.

#### ***1 - La fin de l'amnésie sur la question des femmes***

La force des islamistes réside dans le fait d'affirmer l'enracinement dans la culture profonde. Ils détiennent ainsi leur légitimité d'une réalité simple( "simpliste"?), visible, incontournable, celle de l'enracinement. A partir d'un référentiel infaillible, ils prennent non seulement la société civile à témoin, mais ils se proclament les représentants, les porte paroles de cette société civile. C'est là un raccourci facile pour un projet de société qui est présenté comme évident pour tous. Une fois établie la légitimité de la Vérité, il est facile d'en déduire la position des femmes.

En établissant cette vérité, ils rejettent les autres vers le non sens...voire *vers la trahison*, en même temps qu'ils circonscrivent la problématique de la promotion féminine dans des limites étroites.

*Cette offensive a mis à nu les difficultés qu'éprouvent les partis politiques à se positionner par rapport à cette question*. Bien plus, la gauche, en particulier, au pouvoir de nos jours, souffre d'un passé où elle n'a pas pris en compte/ négligé cette donne dans ses programmes et dans ses slogans.

Encore aujourd'hui, les partis de la gauche souffrent de cela dans la mesure où ils ne savent pas quoi dire sur cette question, hormis que "nous sommes tous musulmans". Ils revendiquent leur appartenance culturelle et en oublient la question posée sur les femmes.

Ils sont déstabilisés, déconcertés lorsqu'ils brandissent leurs spécificités. Ils ne comprennent pas la nécessité de décliner leur identité qui est pour eux une évidence. Ils ressentent cette affirmation comme un non-sens... même si, s'agissant des femmes, le référentiel utilisé dans les discours est en décalage avec celui des convictions intimes qui restent précisément fortement marquées par cette culture.

Ces contradictions résument toutes les difficultés que pose la conciliation entre les objectifs qui relèvent de l'universalité de ceux qui relèvent de la spécificité.

Les politiques avaient tendance à se réfugier derrière l'idée que les problèmes des femmes allaient être résolus ipso facto par la résolution des problèmes de la société dans sa globalité. Il y avait donc absence de reconnaissance de la spécificité des problèmes féminins. Ainsi, le débat était piégé car la question des femmes était «étouffée» par la question de la Libération globale. Pour eux, ce qui est important, ce sont les actions pour le développement. L'avenir, pour eux, se réalise en termes de rationalité et d'efficacité et de maîtrise technologique. Cette orientation rend plus facile l'évacuation de la question des femmes. Ce point de vue qui continue à dominer dans la pensée de bien des décideurs explique en grande partie l'absence de volonté des partis de poser le problème de la participation réelle et effective des femmes au pouvoir.

Ainsi, même si indubitablement l'accès de certaines femmes au politique a contribué à bousculer quelque peu les mentalités, les résistances ne semblent pas véritablement avoir reculé. Globalement, l'insertion des femmes au champ politique n'est pas vécue par la majorité des décideurs comme une nécessité.

*L'approche dominante tend davantage à considérer que l'activité des femmes en politique n'est pas indispensable, en tous cas à ce stade d'évolution de la société. Elle est par voie de conséquence acceptée dans sa marginalité, la norme culturelle étant que leur intérêt soit moindre par rapport à celui des hommes, compte tenu du fait qu'elles sont restées longtemps en dehors de cet univers et qu'elles n'en maîtrisent pas les ficelles.*

*Le poids du référentiel démocratique risque d'en être considérablement réduit; ceci d'autant plus que, concernant les femmes, ce référentiel est encore moins convaincant dans la mesure où les partis politiques n'ont pas de position franche et précise sur la question féminine et que le plus souvent, les opinions restent personnelles. Face au discours islamiste qui peut se targuer de parler au nom de la communauté, le discours moderniste est fragilisé, ce qui réduit sa crédibilité et son poids .*

*C'est sans doute à ce niveau que réside le risque le plus grave pour la démocratie.*

Si l'offensive islamiste contre le Plan a eu le mérite (involontaire) d'avoir fait tomber la question féminine dans le domaine public, il importe aujourd'hui que les partis politiques modernistes à l'inscrivent véritablement dans leurs préoccupations.

Malgré ces positions, à l'issue de cette investigation, trois résultats globaux se sont imposés avec force et ont entraîné trois types d'impératifs:

- Au-delà des divergences dans les interprétations sur le rôle et la place des femmes dans la société, il y a *reconnaissance unanime de la nécessité de leur implication dans le champ politique*. C'est là une particularité du mouvement islamiste au Maroc qu'il est important de noter. Quelles que soient les variantes de cette adhésion, cet accord mérite d'être pris au sérieux et renforcé.

- Les divergences et la politisation de la question ont précisément créé le besoin d'un débat ouvert abordant toutes les facettes de la problématique féminine et impliquant largement les partis politiques

- Les associations féminines sont apparues comme des acteurs potentiels à la condition que les structures soient renforcées dans un souci de véritable efficacité.

## ***2 - La question de la participation politique des femmes est désormais à l'ordre du jour***

Parmi les conclusions qui se sont dégagées nettement, il y a tout d'abord l'idée qu'aujourd'hui, le débat sur la question féminine, dans toutes ses dimensions, est indéniablement à l'ordre du jour, alors que la question était pendant la période antérieure largement marginalisée parmi les préoccupations importantes de la société. Au moins verbalement, à ce stade, les femmes ont ainsi acquis droit de cité.

Les polémiques développées autour du projet de Plan d'action pour l'intégration des femmes au développement, malgré leur caractère conjoncturel, ont eu le mérite de créer une dynamique nouvelle sur la problématique. Elles ont obligé les uns et les autres à entamer une réflexion, qui était sans cesse reportée, sur la place que doivent avoir les femmes dans le système social et politique du Maroc, à une période où des forces qui semblent opposées sont à l'œuvre. Tirillées entre les appels pressants de l'universalité, dans le vaste mouvement de mondialisation à l'œuvre, et les sentiments profonds de la spécificité, les élites politiques qui se réclament de la modernité ont des difficultés à se positionner.

Dès lors, pour que l'accord qui s'est dégagé sur la nécessité de considérer la question soit consolidé, il est important d'entreprendre des actions qui renforcent la prise de conscience. L'enjeu est d'autant plus important que les risques de déformation sont réels. Car, la question des femmes est abordée par certains dans le cadre d'un projet de société qui nie aux femmes la possibilité de jouir de certains droits à propos desquels aucune réflexion de fond n'a été menée par les autres jusqu'à présent. Ces derniers, en fonction de leurs orientations en faveur de la modernité sont appelés à ne plus se contenter de renvoyer la prise en charge de la problématique féminine à une période ultérieure. Ils doivent clarifier et préciser leurs positions et insérer la question dans leur projet de société.

Les partis politiques modernistes, quelles que soient leurs tendances ne peuvent plus accepter de s'inscrire dans la logique ancienne de leurs organisations respectives qui tendait à refuser de considérer la question féminine.

Il faut, néanmoins, souligner la fragilité de cette prise de conscience dans la mesure précisément où l'offensive engagée par les islamistes est fondée sur un raisonnement qui, même s'il n'est pas très poussé, semble se tenir, alors que les modernistes, qui n'ont pas entamé véritablement de réflexion sur la question, semblent être à cours d'argument.

Une action d'envergure nationale doit être entreprise laquelle ne doit pas seulement être engagée pour répondre aux islamistes, mais également et surtout pour affirmer la personnalité propre des politiques et la force des convictions ..

Pour cela, l'instauration d'un débat démocratique ouvert pourrait donner naissance à une dynamique nouvelle et ouvrir la voie à des solutions qui correspondent réellement à la réalité de la société marocaine. *Le fait que les islamistes fondent leurs discours sur la Religion ne peut priver de parole les autres.*

Le débat actuel oblige les modernistes à s'interroger sur les éléments les plus positifs de la modernité dont ils se réclament. C'est une interrogation qui porte sur le contenu de cette modernité. S'agit-il de moderniser l'Islam comme le proposent certains ou d'islamiser la modernité comme le soutiennent d'autres ? Cette question qui est au centre des débats sur la question féminine ne peut elle être envisagée que sous cet angle ?

Les réponses à ces interrogations pourraient permettre aux partis politiques de définir également le contenu et l'étendue réelle de leur modernité, en termes de pratiques effectives, et d'en clarifier les limites : autrement dit, il s'agit pour eux de mesurer objectivement leurs projets et de *donner des assises plus solides à la démocratie au Maroc.*

Le déplacement de la question des femmes vers la question de l'identité entraîne les élites vers un terrain dont ils ont une faible maîtrise. Il est vrai que la sensibilité de la question est si puissante que même dans les rangs des partisans politiques du gouvernement porteur du projet incriminé, bon nombre sont sensibles à ces slogans. L'investigation a permis de constater bien des convergences entre les traditionalistes et les modernistes sur la question des femmes.

Les frontières classiques de séparation entre tradition et modernité sont quelque peu floues, les partis politiques dits modernes n'ayant de position précise ni sur la question de la spécificité ni sur la question des femmes.

C'est précisément de ces contradictions que l'islamisme se joue. Il interpelle les modernistes sur leur façon de lier les deux aspects et les accuse d'incohérence quand ils disent qu'ils sont musulmans alors que leur pratique tend vers la dissociation du politique et de la religion. Les islamistes les accusent de vouloir imiter le système occidental qui opère cette séparation et qui fait de la religion une affaire privée. Mis au pied du mur, les modernistes sont sommés de donner des gages de leur bonne foi. En instrumentalisant la question des femmes et en la liant à la question de l'identité, ils dévient le débat vers une problématique qui évacue la question du genre.

Les islamistes voudraient, par ce biais, peser dans la détermination des conduites politiques en déplaçant le centre de gravité vers une spécificité dont ils définissent eux-mêmes les contours.

Dans cette perspective, la proposition d'une *lecture actualisée de la Tradition* devrait s'imposer à tous, pour éviter bien sûr qu'une lecture restrictive du Texte ne domine, entraînant dans son sillage, un lecture étriquée des droits des femmes, mais aussi et surtout pour que la société, dans son ensemble, puisse s'engager dans le cours de l'histoire en intégrant constamment les valeurs universelles sans négation de sa spécificité.

Les islamistes placent l'identité au centre de leurs préoccupations, en la définissant de manière statique comme un ensemble fini de valeurs et de principes. Les modernistes devraient contribuer à redonner à l'identité sa dimension dynamique.

### ***3 - Le devoir d'intervention des partis politiques***

Si, les partis politiques ne se sont pas, jusqu'à présent, suffisamment intéressés à la question de la participation des femmes dans le champ politique, désormais des interventions plus fortes à l'intérieur et à l'extérieur des partis sont nécessaires. C'est là une conviction commune à l'ensemble des décideurs interrogés.

Au niveau interne, il s'agit d'encourager les femmes à adhérer plus nombreuses en reconsidérant les critères d'adhésion, en accordant une place plus importante aux femmes en tant qu'actrices intervenant à tous les échelons de la vie du parti et en les intégrant dans toutes les structures y compris celles des instances dirigeantes. Il faut donc, pour certains décideurs, mener une réflexion approfondie sur l'avenir des partis politiques et sur la nécessité de démocratisation des élites (mobilité des leaders, dénonciation de la gérontocratie, ...).

Au niveau externe, c'est-à-dire au niveau de l'opinion publique, les propositions vont dans le sens de l'organisation de campagnes de sensibilisation pour la promotion des droits politiques des femmes.

Certains décideurs politiques ont particulièrement insisté sur l'idée que les femmes pourraient jouer un rôle essentiel au niveau communal. Les partis devraient dans cet esprit présenter davantage de femmes à ces fonctions. Il y aurait là une sorte de «prédisposition des femmes à être plus efficaces à l'échelle des collectivités locales qu'à l'échelle nationale». A cet égard, la corrélation est faite entre les fonctions sociales familiales des femmes et les fonctions locales qui sont plus proches de la vie quotidienne et qui pourraient, à ce titre, davantage profiter des compétences des femmes en matière de gestion. Cette thèse est souvent considérée dans les discours comme une possibilité pour les femmes de franchir une étape d'initiation et d'apprentissage dans la voie de l'inclusion dans le champ politique.

### ***4 - La responsabilité des organisations féminines***

Le débat politique, engagé de nos jours, concerne tout la société dans la mesure même où il oppose deux projets de société. Mais, les femmes restent les principales concernées : ce sont elles qui ont le plus à gagner ou le plus à perdre. Les décideurs politiques interrogés ont sans doute eu raison d'insister sur ce point. Dans cette perspective, les ONG féminines ont un rôle primordial à jouer.

Elles doivent en particulier *pousser les responsables politiques et les partis politiques* à approfondir leur réflexion et à se prononcer clairement sur la question de la participation des femmes au champ politique. Elles doivent également faire en sorte que le débat ne soit pas abandonné aux seules forces qui s'opposent à la réalisation pleine et entière de leurs droits.

Il leur appartient d'impulser et de veiller à ce qu'une nouvelle dynamique émerge pour contribuer à l'ancrage du Maroc dans la modernité.

Pour cela, les ONG sont appelées à *élargir leurs bases* en menant un travail de proximité et à *renforcer leurs rangs* en développant *des solidarités* horizontales.

Concernant l'implication des femmes dans le champ politique, les ONG devraient renforcer leurs interventions pour encourager et inciter les femmes à prendre leurs responsabilités dans l'espace public.

Pour ceci, différentes activités doivent être menées : sensibilisation, organisation de cycles de formation, appui des candidates.